

murmures

Lettre d'information sur les dynamiques d'installation rurale en Massif central

Des territoires ruraux pluriels

lettre N° 13
juin 2016

Crise des migrants, réformes territoriales, développement local... ces thèmes constituent aujourd'hui notre actualité. Sujets sensiblement éloignés, qui pourtant, gravitent tous autour d'un même concept : le territoire.

Ce dernier s'est immiscé au cœur des préoccupations politiques (gestion des frontières), économiques (développement local), sociales (question de l'identité), administratives (loi NOTRe), scientifiques (écosystèmes). Ainsi, petit à petit tout repose sur la notion de territoire, le terme se généralise, et en devient polysémique. Il trouve son origine du mot latin "territorium" qui vient lui-même du nom "terra" « terre ; sol ». Ce mot apparu dans notre langue au XIV^{ème} siècle n'est vraiment utilisé qu'à partir du XVII^{ème}. La notion de territoire renvoie à des significations variées qui dépendent de l'angle d'approche, des disciplines qui l'étudient et de l'époque. Le territoire, puisqu'il recouvre une complexité qui demeure difficile à saisir, à cerner, est de plus en plus souvent utilisé comme un fourre-tout pour pallier une réelle difficulté à comprendre la réalité qui nous entoure.

Aussi, l'utilisation croissante de la notion de territoire entraîne de nombreuses réflexions autour de son usage parfois excessif, de la pertinence de la notion dans le contexte actuel, de la bonne définition, etc. Ces débats et ces critiques permettent de mettre en évidence l'importance et les enjeux qui se trouvent derrière une définition. Ainsi, en plus de la dimension épistémologique, la définition du territoire revêt des enjeux spatiaux, sociaux, culturels, politiques et étatiques (par exemple comme niveau de mise en place de politiques publiques). Il apparaît, en tous cas, que la

simple définition politico-administrative faisant correspondre le territoire à l'État n'est plus suffisante avec l'importance croissante des revendications locales depuis les années 1960. Depuis les années 1980, les différents auteurs s'accordent donc sur le fait que le territoire intègre des réalités variées et des processus relevant de plusieurs échelles.

Dans ce numéro de Murmures, nous mettons en lumière ce que nous évoque le territoire, et le milieu rural que nous défendons. Nous évoquons notre travail dans le monde rural, mais de quel rural parlons-nous ? Nous partagerons nos visions du territoire au sein de nos associations, diverses, mouvantes, et qui nous ont forgées. Du Livradois-Forez au Quercy, en passant par Brioude, les associations La Brèche, URQR et dASA partageront leur représentation de leur territoire. Et enfin nous verrons comment l'histoire et les luttes orientent de nouveaux moyens de vivre sur des territoires.

SOMMAIRE

- ▶ p2/ Rural ? Quel rural ?
- ▶ p3/ Territoire quand tu nous tiens ! dASA réfléchit son territoire
- ▶ p4/ Le lien au territoire local : l'URQR ou les frottements entre développement local et transformation sociale ?
- ▶ p6/ Les dynamiques d'installations collectives, quel impact pour les territoires ?
- ▶ p7/ Libre interprétation au sujet de la question du territoire de La Brèche



Rural ? Quel rural ?

Des associations du Réseau des Crefad se retrouvent

plusieurs fois par an pour échanger et prendre du recul sur leurs pratiques, penser leurs actions et inventer celles de demain au sein de la commission « rural ».

Nous désignons notre espace de travail comme commission « rural » dans une dynamique d'héritage, avec une double filiation :

- notre héritage Peuple et culture, et en particulier Peuple et culture Isère dont les travaux ont permis de penser les problèmes en terme de « rural », par opposition au terme « agricole », montrant que le milieu rural n'était pas structuré uniquement autour d'une identité culturelle et professionnelle, mais d'une pluralité de métiers, cultures et milieux sociaux ;

- notre héritage du développement local, posant le principe d'une capacité de penser et réaliser son propre développement à partir des ressources et des potentiels plus ou moins locaux. Nous partons du principe que les acteurs (les gens concernés) sont à même de

formuler leurs problèmes et d'inventer leurs solutions, voire même qu'ils sont les seuls compétents pour le faire. De

ce point de vue le « rural » est donc porteur du potentiel et des ressources de son histoire et non strictement dépendant de modèles décidés ailleurs et par d'autres.

Ces deux héritages sont à la fois datés (années 1980) et très présents par le langage que nous employons, les valeurs qui nous animent, d'une manière plus tacite qu'explicite, comme évidente.

Faire vivre une commission « rural » demande que nous nous interrogeons sur ce mot et sur nos intentions, notre geste, autant que nos actes concrets. Ces valeurs et principes sont de moins en moins à l'œuvre dans les pratiques et dans les conceptions...

Sous prétexte d'une hétérogénéité des situations de terrain et de flou dans la

définition du terme, le « rural » disparaît des discours au profit de discours qui le définissent en creux : fragile, isolé, peu densément peuplé, en retard de développement voire déficient. Comment penser être porteur de richesses et de ressources quand on se définit par ce qu'on n'est pas, ce qu'on devrait être, ou par ses défauts ?

Le « territoire » est confondu avec l'organisation qui en est une représentation administrative ou politique. D'un territoire posé comme processus (rapprocher les lieux de décisions des acteurs concernés par les décisions) ou un principe, nous avons glissé vers le territoire comme instrument de propriété ou de pouvoir. D'un territoire comme symbole de plus de liberté et d'émancipation, nous avons glissé vers un territoire comme moyen de contrôle.

Réel, imaginaire et symbolique...

Nous sommes contraints si nous nous limitons à aborder le territoire par le seul prisme du réel. Il nous faut aussi nous questionner sous l'angle de l'imaginaire (les émotions, le sensible, l'esthétique) et sous l'angle du symbolique (le sens, la signification, les représentations...), repérer les peurs, les fantasmes, les illusions et les stéréotypes qui structurent aussi les territoires.

Le rouleau compresseur de la métropolisation

Il nous semble avéré que la logique de structuration des espaces par les métropoles est un paradigme qui sous-tend l'ensemble des politiques publiques : il les sous-tend et les englobe, ne peut pas être discuté. Il dessine sans doute des combats ou des affirmations à tenir, par exemple : l'espace rural n'est pas vide, il est plein autrement. L'espace rural n'est pas uniquement un réservoir de produits alimentaires, de respiration salubre,

d'eau potable, de biodiversité : nous refusons une séparation productiviste des espaces. L'agriculture est certes une affaire rurale, mais aussi urbaine ou pour le moins périurbaine.

Moitié vide et moitié plein...

Dans une situation de rupture, ou simplement de changement, il est possible d'en considérer les risques et donc de penser du point de vue de la peur ou de la perte. Alors il s'agira de se protéger, se replier, conserver. Mais on peut aussi la voir du point de vue du gain escompté et alors il s'agira d'inventer, de relier, de créer des porosités.

Mobilité...

Le rural immobile (sédentaire) contre l'urbain mobile (nomade) ? Il nous semble que nombre de personnes habitent en milieu rural et sont très mobiles quand nombre d'urbains sont extrêmement sédentaires, ce découpage ne fonctionne pas.

Cosmvision...

Certaines langues n'ont pas de mots pour signifier « environnement ». Cela renvoie à une vision du monde (cosmvision) où l'être humain n'occupe pas une position centrale dans l'univers. Que nous dit l'emploi obsessionnel du mot « territoire » dans nos représentations de l'action ? De quelle cosmvision est-il le nom ? ■

L'espace rural n'est pas vide, il est plein autrement.



Territoire, quand tu nous tiens ! dASA réfléchit son territoire



Territoire, un mot qui s'invite dans nos discussions, qui revient au fil de nos actions que l'on utilise de façon quotidienne. Que représente pour chacun d'entre nous, salariés et bénévoles de l'association dASA, le territoire ? Quel est notre territoire ? Quels sont les éléments, les valeurs, les critères sous-entendus et souvent propres à chaque individu lorsque, chacun d'entre nous emploie ce mot ?

De toute évidence la question des territoires est présente, attire, questionne, passionne... L'approche de notre association est de proposer un moment de rencontre et de réflexion, lors d'un conseil d'administration (CA) ouvert, autour de la question des territoires : « Territoire, quand tu nous tiens ! » Ainsi des bénévoles, des salariés et des personnes désireuses de venir débattre autour des enjeux de notre structure en termes de territoire se sont retrouvés. Ce moment de CA est l'occasion de partager les éléments qui font sens pour chacun de nous et de comprendre aussi les visions, les besoins, les attentes des uns et des autres, des relations au territoire qui sont plus personnelles.

Comprendre pour agir

La confrontation des points de vue des uns et des autres a permis de faire ressortir « différents lieux » qui pourraient être des éléments d'explication de ce qui compose le territoire de dASA. Le(s) territoire(s) de dASA est vu comme un espace très large, mouvant avec une centralité.

Nous retenons trois visions de territoire :
- Brioude, le centre de la toile d'araignée : le territoire physique matérialisé par un lieu, des bureaux, des locaux, une présence. Un territoire quotidien. La Pardige.

- dASA : Développement Animation Sud Auvergne : un territoire d'actions. De Brioude à Langeac en passant par Paulhaguet et en flirtant avec les campagnes du Puy-en-Velay, de Saint-Flour et d'Issoire, mais sans entrer dans les villes... le territoire des lieux d'actions organisées par l'association.

- Des lieux d'action, d'animation et de développement qui s'élargissent au gré des rencontres : un territoire d'apparte-

nance. Les porteurs de projet qui franchissent le pas de la porte constituent eux aussi le territoire : ils l'élargissent, l'enrichissent, le font vivre. Le territoire de l'association crée de l'innovation, vit de l'innovation, c'est un récipient à expérience, un tube à essai, un rêve partagé. C'est aussi un espace qui fait du lien entre les gens... c'est la rencontre, le partage. Un réseau qui se tisse. Le territoire est façonné par le mouvement, les déplacements des uns et des autres à la découverte d'initiatives, de femmes et d'hommes, de partenariats... On peut se sentir proche de dASA en étant n'importe où.

Comprendre un territoire c'est mettre en évidence les interactions entre les différentes composantes dont la totalité constituerait un ensemble appelé territoire, il convient pour dASA de partager une vision des composantes définies ensemble qui structurent leur territoire. À cette définition partagée, admise et reconnue par chacun d'entre nous, viennent s'ajouter des visions plus per-

Aucun n'évoque de frontières administratives pour parler de sa vision du territoire de dASA

sonnelles des uns et des autres sur leurs territoires de vie. Des représentations qui se construisent au moyen de croisement de différents critères parmi lesquels nous retrouvons l'espace de vie et de travail,

des dimensions d'engagements et de loisirs, pour quelques-uns l'attachement à leurs racines, alors que d'autres retiendront le dynamisme des habitants. Aucun n'évoque de frontières administratives pour parler de sa vision du territoire de dASA. Des territoires qui peuvent évoluer selon les moments, les personnes qui posent la question.

Énormément de nuances nourrissent cette réflexion et laissent place à des interrogations sur ces questions de territoires multiples et complexes. Existe-t-il des liens entre le territoire et l'image de l'association ? Dans quelle mesure une association doit-elle s'inscrire dans un territoire ? Existe-t-il un ou des territoires que dASA doit construire ou revendiquer pour être en adéquation avec ses valeurs ? ■





Le lien au territoire local : l'URQR ou les frottements entre développement local et transformation sociale ?

Dès son origine le projet de l'URQR (Université Rurale Quercy – Rouergue) s'est inscrit dans un cadre territorial qui n'était pas un cadre politique, mais un bassin de vie centré autour de Villefranche-de-Rouergue située à la confluence de trois départements : le Lot, le Tarn-et-Garonne, et l'Aveyron dans la même région : Midi-Pyrénées et qui englobe deux régions topographiques et historiques : le Quercy à l'ouest et le Rouergue à l'est.

Un peu d'histoire...

Pour les créateurs de l'association, ce territoire correspondait à leur espace de vie dans lequel ils travaillaient en tant que professionnels. Ils y avaient leurs racines, ils en connaissaient l'histoire et avaient participé à son développement.

Ce territoire a une identité très forte qui a été revendiquée dans le nom de l'association. Identité duale de par la position de Villefranche-de-Rouergue dans la faille du même nom qui sépare le Causse (plateau calcaire à l'ouest) et le Ségala granitique (contrefort du Massif central) : deux paysages, deux reliefs, des productions agricoles de polyculture élevage, trois départements : le Lot, le Tarn-et-Garonne pour le Quercy, l'Aveyron pour le Ségala, réunis sous l'ancien régime dans une même province la Haute-Guyenne dont Villefranche-de-Rouergue était la capitale. Cette ancienne bastide, chef d'œuvre d'une néo-urbanisation de l'époque médiévale, Villefranche-de-Rouergue a connu une période de gloire et de prospérité en tant que centre administratif et carrefour commercial. La révolution en créant les départements du Lot et de l'Aveyron et en déplaçant les chefs-lieux a mis fin à cette heure de gloire, dont la nostalgie est néanmoins entretenue dans la mémoire collective.

À partir du début du 20e siècle ces régions entament un lent déclin dû à une déprise agricole très forte et une régression économique subséquente.

L'époque des « trente glorieuses » d'après-guerre a permis le redémarrage d'une activité agricole productive et une lente relance économique grâce notamment à un dynamisme des acteurs locaux dans leur volonté d'organiser le territoire.

Au moment de la création de l'URQR, dans les années 1990, les lois de

décentralisation de 1982 étaient déjà à l'œuvre et le mouvement de décentralisation et de déconcentration du pouvoir qui était lancé, paraissait inéluctable et devait libérer les forces du développement local.

L'URQR : un projet d'éducation populaire et de développement local

Le projet de l'URQR s'inscrit dans ce contexte : rechercher, explorer, échanger sur les expériences et les savoirs sociaux, économiques, culturels des acteurs de ce territoire, les confronter avec les savoirs universitaires, les mettre en perspective pour créer un savoir territorial partagé et transmissible, paraissait être une base de réflexion pertinente pour un développement local en phase avec ses acteurs et ses habitants.

L'URQR a été une structure militante de l'intercommunalité puis des Pays tels que les définissait la loi Voynet de 2002. Un projet de Pays Quercy-Rouergue, qui englobait le bassin de vie de Villefranche-de-Rouergue pour le Rouergue et de Figeac pour le Quercy était lancé et en bonne voie de réalisation, la formalisation de ce projet de territoire nous paraissait opportune, cohérente, et en accord avec notre démarche.

Un projet qui se heurte à d'autres visions

Le pays Quercy-Rouergue n'a pas abouti et est mort des luttes politiques locales, victime de l'opposition entre les territoires politiques et les territoires de projet, ces derniers devant s'inscrire dans le moule des territoires politiques ! La dynamique sociale se heurte au conservatisme politique...

Il nous apparaissait évident que d'inscrire le projet de l'URQR dans un territoire géo-

graphique qui n'avait pas l'ambition de s'organiser à une échelle pertinente n'était plus cohérent avec notre vision du développement local.

Nous fûmes confrontés à cette ambiguïté : peut-on faire territoire en dehors du territoire politique ? Y a-t-il une place pour des projets en dehors ou au-delà du territoire politique ? Y a-t-il un entre-deux, un espace partagé possible ?

Du territoire singulier au pluriel des territoires...

Aujourd'hui et depuis quelques années notre activité a dépassé ce cadre local pour s'inscrire dans un territoire infrarégional dans les départements du Lot, de l'Aveyron et une partie du Tarn-et-Garonne. Notre activité s'inscrit hors des contingences politiciennes locales, ce que traduit d'ailleurs l'examen de nos sources de financement : la majorité provenant de l'État central et déconcentré, de ses institutions et de l'Europe, peu des collectivités locales (quelques conventions avec des communes et communautés de communes) et des réponses à des appels à projets.

Notre pratique des territoires est fonctionnelle et nous permet de dépasser l'échelle locale et ses enjeux politiques. Notre activité d'accompagnement, de développement de projets, d'animation et de mobilisation est construite pour des acteurs locaux dans leur domaine d'activité. C'est-à-dire que nous n'avons plus uniquement l'entrée territoire comme lien entre les acteurs, mais un ensemble constitué des relations entre acteurs, des



réseaux qu'ils tissent entre eux, des dispositifs dont ils se nourrissent, des activités qu'ils déploient dans l'environnement dans lequel ils évoluent. Cela forme notre démarche.

Une démarche qui s'est adaptée

Elle s'appuie sur la définition d'espaces dans lesquels nous construisons notre activité :

- Un espace de valeurs : éducation populaire, espace des communs, espace partagé, participation, mobilisation citoyenne.
- Un espace de puissance : ramasser de la puissance c'est pouvoir agir, c'est le bras actif de nos espaces de valeurs : les moyens et les ressources d'un réseau partenarial.
- Un espace de compétences : savoir-faire, savoir-être et ressources internes et/ou externes qui peuvent être mobilisés pour remplir nos objectifs.

Mais une démarche qui n'oublie pas ses valeurs

Néanmoins la notion de territoire est un élément important de réflexion, au sein de notre association parce que nous y fai-

sons constamment référence pour définir le cadre de nos actions et/ou pour justifier la pertinence de notre activité de développement local.

Il y a dans cette récurrence, pour l'activité de l'URQR, deux risques :

- un risque d'instrumentalisation : c'est-à-dire de subordonner les objectifs de l'association aux objectifs du politique volontairement ou non ;
- un risque de normalisation : réduire le travail de l'association dans les cadres définis par les institutions ou dans des dispositifs préalablement établis.

Ces risques peuvent venir en contradiction avec les objectifs affichés de transformation sociale qui est une des finalités de l'éducation populaire.

Perspectives

Il y a dans la notion de territoire et dans les représentations qui y sont attachées trois aspects qui nous semblent rédhibitoires :

- un aspect conservateur : le territoire devient un frein, un handicap au développement. Sa conservation étant la finalité de toute activité sociale ;

- un aspect réducteur : le territoire ne prend pas en compte les réseaux, les échanges et les mobilités en son sein. Il a tendance à figer les dynamiques dans des procédures sous contrôle ;
- un aspect « sacré » : la sanctuarisation du territoire comme frontière indépassable de tout projet.

Les évolutions liées à la décentralisation en donnant plus de pouvoir, d'autonomie et de ressources aux territoires ont permis l'émergence d'un développement local érigé en paradigme et qui a été, le plus souvent piloté par les élus locaux et les services dont ils se sont dotés pour conforter leur pouvoir, sans co-portage des espaces de décision.

Sortir de ce schéma, c'est ne plus reconnaître le territoire comme espace singulier, mais constater qu'il y a des territoires reflets d'une mobilité multiforme qui dessine des espaces variables, divers qui se chevauchent, s'interpénètrent et sont les territoires modernes qu'il serait illusoire de vouloir canaliser. Prendre en compte cette évolution est certainement le défi à relever dans nos sociétés et particulièrement dans nos associations. ■

Lire et découvrir...

Chez soi. Une odyssee de l'espace domestique - Mona Chollet, éditions Zones, 2015

Le foyer, un lieu de repli frileux où l'on s'avachit devant la télévision en pyjama informe ? Sans doute. Mais aussi, dans une époque dure et désorientée, une base arrière où l'on peut se protéger, refaire ses forces, se souvenir de ses désirs. Dans l'ardeur que l'on met à se blottir chez soi ou à rêver de l'habitation idéale s'exprime ce qu'il nous reste de vitalité, de foi en l'avenir. Difficultés à trouver un logement abordable, ou à profiter de son chez-soi dans l'état de « famine temporelle » qui nous caractérise. Ramifications passionnantes de la simple question « Qui fait le ménage ? », persistance du modèle du bonheur familial, alors même que l'on rencontre des modes de vie bien plus inventifs...



industrielle fleurissent, les suppléments locaux permettent aux hebdomadaires parisiens de vendre encore un peu de papier et les discours des élus débordent de territoires qu'il faut « développer », « mettre en synergie », « aménager », etc. Derrière ces petites fiertés avance la propagande désenclavatrice, où le territoire est le pendant géographique du « citoyen » : toujours requis, mais jamais central.

Le nouvel égoïsme territorial, le grand malaise des nations Laurent Davezies, éditions Seuil, la République des idées, 2015

Montée du régionalisme, exigence d'autonomie, voire d'indépendance... On assiste aujourd'hui à une fragmentation des nations, dans les pays industriels comme dans les pays en développement. Les causes identitaires - anciennes - se combinent avec le fait - nouveau - que les régions riches ne veulent plus payer pour les régions pauvres. Plus largement, c'est le modèle de cohésion territoriale qui est remis en cause.



Alerte aux territoires ! Revue l'an 02 n°5, hiver 2013-2014
Plus la mondialisation s'accélère et plus nous avons envie de nous réclamer « de quelque part ». Les territoires sont donc à l'honneur : les marques régionales de textile ou de bouffe

Les dynamiques d'installations collectives, quel impact pour les territoires ?



Depuis de nombreuses années, la bourgade de Saint-Affrique, située sur les contreforts du plateau du Larzac dans l'Aveyron, voit arriver des personnes en désir de collectif. Après les « communautés » des années 70, la notion de projet collectif a évolué et devient aujourd'hui un véritable moyen pour répondre à certaines problématiques du monde rural. L'association Idées, qui accompagne certains de ces projets se demande s'il est réellement possible de mesurer leur impact...

Faisant suite à la lutte du Larzac (1971 - 1981), de nombreux lieux de vie collectifs, appelés à l'époque « communautés » ont fleuri dans le Sud-Aveyron. Les individus, souhaitant se regrouper pour agir contre le système en place, ou souhaitant simplement accéder à un mode de vie en synergie avec la nature, ont longtemps été caricaturés et perçus comme des marginaux. De plus, la devise « pour vivre heureux, vivons cachés » allait à l'encontre de leur intégration aux dynamiques de territoire (implications politiques, sociales, culturelles...) et marquait le clivage entre ces nouveaux arrivants et la population locale.

Aujourd'hui, la notion de collectif a fortement évolué. Les projets collectifs deviennent de véritables outils permettant de répondre à différentes problématiques récurrentes du monde rural. L'accès au foncier, la mutualisation de matériel, mais aussi la question de l'isolement social et culturel, trouvent via ces collectifs, des solutions innovantes qui viennent déconstruire nos projections clivées entre néo-ruraux et autochtones.

Ces projets, allant de la boutique de producteurs à l'atelier mutualisé en passant par l'habitat groupé où les cafés associatifs, sont multiples et variés. Ils mêlent souvent plusieurs statuts : SCI pour la gestion du bâti, entreprises pour les activités économiques et/ou agricoles, et association pour les activités d'animation de territoire. Ils intègrent régulièrement dans leurs fonctionnements une structure dédiée au lien social, à la mise en réseau, à la promotion de

l'environnement, de la culture...

Lorsque la question des finalités vient à être traitée durant les accompagnements (pourquoi agissez-vous ?), il est notable que certains éléments sont transversaux, comme la non-hiérarchisation des relations humaines ou la juste répartition des richesses. De même, le désir d'implication dans la vie locale est présent et une nouvelle manière d'appréhender l'environnement économique et social émerge. Complémentarité et interdépendance en sont les moteurs sur des territoires où le marché est restreint et où les expériences de mise en compétition s'avèrent non satisfaisantes.

Les moyens d'agir dans ce domaine sont très variés. Allant de la mise en place de circuits courts (des intrants à la distribution) à la mutualisation de modes de garde pour les enfants, on retrouve dans ces démarches une préoccupation des individus quant à leur implication dans les dynamiques de leur bassin de vie. Ils ouvrent dorénavant leurs portes afin de montrer qui ils sont et comment ils fonctionnent. Ils organisent ça et là, des soirées à thème, des visites de ferme, des marchés artisanaux et participent de

l'attractivité de leur territoire sans jamais oublier d'en être aussi les bénéficiaires. La devise semble être devenue « pour faire tache d'huile, donnons à voir ».

Il n'est pas simple de dénombrer ces projets afin d'avoir une réelle mesure de leur évolution, car la définition elle-même du collectif reste floue (est-ce deux personnes ? Un couple est-il un collectif ? Une SARL ?...). On peut cependant remarquer que le bassin de vie Saint-Affricain a vu émerger ces dernières années plusieurs lieux de vie et de travail, ainsi que plusieurs associations dont l'un des objets est de mutualiser des biens ou des services. Il semble que ces dynamiques d'installation fassent appel et l'association Idées voit dorénavant des personnes arriver sur ce territoire pour intégrer un collectif, marquant un tournant avec une époque où ces groupes se structuraient essentiellement sur la base de liens amicaux. Il ne s'agit plus seulement de copiner, il s'agit de produire, d'habiter, de dynamiser...

Petit à petit, ces collectifs sortent des représentations caricaturales pour devenir de véritables acteurs économiques et sociaux de nos territoires. ■

« pour faire tache d'huile, donnons à voir »



Libre interprétation au sujet de la question du territoire de La Brèche



L'association La Brèche a été créée en 2012 et la question du territoire s'est tout de suite posée. Nous voulions créer en Auvergne, une association qui trouve sa place à côté de ses associations « soeurs » que sont dASA et le Crefad Auvergne, sur un territoire différent avec des activités proches.

Nous voulions une association ancrée sur un territoire et vécue par les habitants de ce territoire. C'est en partie pour cette raison que nous n'avons pas fait le choix de créer une antenne de l'association dASA dont le siège social n'est qu'à 35km du siège social de la Brèche. Nous avons alors commencé à dessiner les contours géographiques de l'intervention de l'association. Ces contours ont ensuite été modelés par des personnes qui ont souhaité intégrer le projet. Nous avons accueilli ce modelage avec enthousiasme et dès lors, nous avons compris et fait le choix que le territoire d'intervention de la Brèche serait mouvant, aux limites souples, aux mitoyennetés larges. Pour formaliser ce souhait d'une association attachée à un territoire, nous avons sollicité des administrateurs en fonction de leur lieu de vie, de leur attachement géographique. Dans un premier temps (Assemblée générale constitutive 2012) en interpellant des personnes issues des « 4 coins » du territoire d'intervention projeté pour la Brèche (La Chaise-Dieu, Ambert, la Vallée de l'Ance, Craponne-sur-Arzon, et l'Emblavez qui s'est invité à la table) et dans un deuxième temps (AG 2014) en interpellant des personnes issues plus précisément du canton de La Chaise-Dieu. Cette deuxième vague d'interpellation correspondant à une volonté d'action, mais aussi de reconnaissance plus forte sur le canton de La Chaise-Dieu.

Évoquer la question du territoire avec le CA de la Brèche au moment où les régions Auvergne et Rhône-Alpes fusionnent, où le périmètre des communautés de communes va s'élargir nous a permis de redonner du sens à cette idée du territoire d'intervention pour l'association. Nous avons posé un certain nombre de constats sur ce que nous comprenons de la notion de territoire, formulé des questions et affirmé nos choix, notre concep-

tion de ce qu'est le territoire et comment cette notion s'inscrit dans notre démarche, notre pédagogie, notre politique.

La vie quotidienne mène les personnes à ne pas fonctionner sur un territoire unique, mais sur des territoires multiples : le territoire professionnel, le territoire de l'association unetelle, le territoire de scolarisation des enfants, le territoire lié aux loisirs, celui qui est lié aux amitiés, le territoire des lieux de consommation, etc. Les territoires se croisent, se recoupent, s'interpénètrent les uns et les autres parce qu'ils ont des vies différentes, des territoires vécus différents. C'est la vie des personnes qui crée ces territoires. C'est parce que des personnes se disent appartenir à tel ou tel territoire, se reconnaissent dans les limites posées ici ou là que ces territoires existent. Ils n'ont pas d'existence intrinsèque. Même les territoires imposés finissent par exister quand les personnes leur reconnaissent une réalité.

Aujourd'hui, ici et là, nous observons deux tendances que l'on pourrait qualifier d'opposées. Il y a l'élargissement des territoires administratifs d'une part (régions, communautés de communes, métropoles) et parallèlement (ou justement peut-être « perpendiculairement » - pour barrer la route à cet élargissement) il y a un mouvement qui serait plutôt de l'ordre de la relocalisation, de la logique de proximité... D'autre part, il y a des actions mises en place pour le développement de circuits courts de consommation, des réflexions et des projets pour la création de monnaies locales, etc. ; les uns et les autres dans un souci non

pas de recroquevillement, mais de réappropriation par le plus grand nombre de certains outils dont les enjeux nous ont échappé parce que les lieux de décisions les concernant se sont éloignés...

Le choix de la Brèche sur la question du territoire depuis sa création est, au minimum, de ne pas se laisser enfermer par des frontières administratives et institutionnelles (tout en intégrant pleinement les logiques et contraintes des dispositifs financiers systématiquement rattachés à un territoire d'intervention -puisque nous sollicitons ces crédits-), et au mieux de questionner ces limites.

Pour la Brèche, il y a de la pertinence à agir là où des personnes se mettent en mouvement, là où des personnes nous sollicitent parce qu'elles se reconnaissent dans l'accompagnement et le travail que nous proposons et parce qu'elles y trouvent de la proximité géographique et de la proximité de culture.

Nous intervenons en Haute-Loire et en Puy-de-Dôme. Nous avons des contacts dans la Loire et dans le Cantal. Nous travaillons avec des personnes de différentes communautés de communes, parfois même lointaines. Ce qui fait sens pour la Brèche c'est le projet et pas la géographie ou les limites administratives. Notre approche territoriale est dynamique non pas comme une donnée figée et invariable, mais bien comme un processus en mutation et en construction permanente. ■



Les associations membres du réseau des CREFAD

Le réseau des CREFAD est la coordination nationale des associations se reconnaissant dans des valeurs communes et issues d'une histoire liée à l'Union Peuple et Culture. Ses valeurs prennent source dans le manifeste Peuple et Culture, l'Éducation populaire, la laïcité, la lutte contre les inégalités, habitudes et intolérances. Les associations membres du réseau des CREFAD interviennent en particulier dans l'accompagnement de porteurs de projets motivés par la création de leur activité, le développement local et le développement rural, l'accès de tous à la culture.



Cesam-Oxalis

Antenne de la coopérative d'entrepreneur(e)s Oxalis en Limousin
2 avenue Foch
87 120 Eymoutiers
Tél. 09 71 50 82 96
Courriel : cesam.oxalis@oxalis-scop.org
Web : www.cesam.oxalis-scop.org



URQR

Bâtiment Interactis – Chemin de 13 Pierres
12 200 Villefranche-de-Rouergue
Tél. 05 65 81 26 64
Courriel : coordination@urqr.org
Web : http://urqr.org



Idées

Ingénierie Développement Échanges Épanouissement Social
2 rue Michelet – 12 400 Saint-Affrique – Tél. 05 65 49 28 83
Courriel : association.idees12@gmail.com
Web : www.reseaucrefad.org/idees



Crefad Auvergne

Centre de Recherche, d'Étude, de Formation à l'Animation et au Développement
9 rue sous les Augustins – 63 000 Clermont-Ferrand
Tél. 04 73 31 50 45
Courriel : secretariat@crefadauvergne.org
Web : www.crefadauvergne.org



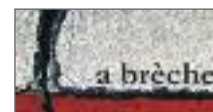
Les antennes de la Coopérative d'activités Oxalis

La Coopérative d'entrepreneur(e)s Oxalis accompagne des entrepreneur(e)s individuel(le)s dans un cadre collectif et sécurisé pour tester et pérenniser leur activité en devenant salarié(e)s puis associé(e)s de la SCOP.



dASA

Développement Animation Sud Auvergne
La Pardige, 53 rue de la Pardige
43 100 Brioude
Tél. 04 71 74 97 81
Courriel : asso.dasa@gmail.com
Web : www.dasa.reseaucrefad.org



La Brèche

Avenue de la Gare
43 160 La Chaise-Dieu
Tél. 06 33 97 39 45
labreche.info@gmail.com
Web : www.la-breche.fr



Obsidienne-Oxalis

Antenne de la coopérative d'entrepreneur(e)s Oxalis en Auvergne
« La Pardige », 53 rue de la Pardige – 43 100 Brioude
Tél. 04 71 74 97 81
Courriel : obsidienne@oxalis-scop.org
Web : www.oxalis-scop.org

